

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95000 Pontoise

Pontoise, le 18 décembre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SNAVEB**

ZAE du chemin vert 95340 Persan

Références : UD95 – 2024 - 0963  
Code AIOT : 0006505940

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2024 dans l'établissement SNAVEB implanté ZAE du chemin vert 95340 Persan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SNAVEB
- ZAE du chemin vert 95340 Persan (parcelles AC 128, 129 et 131)
- Code AIOT : 0006505940
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SNAVEB a repris les activités de la société SARP OSIS IDF en juillet 2022. Ce changement fait suite à une cession de fonds de commerce des activités "Travaux pétroliers industriels" de la SARP OSIS IDF à la société SNAVEB. Ces deux sociétés sont des filiales de SARP. La demande de changement d'exploitant a été réalisée auprès du Préfet du Val d'Oise en octobre 2022.

SNAVEB assure l'entretien et le nettoyage de réservoirs contenant des hydrocarbures ou des aires de lavage dans les stations-services ou pour les particuliers. Elle est amenée à regrouper et à pré-traiter, par séparation de phases, les déchets hydrocarbonés (prétraitement par décantation naturelle et à l'aide d'un dégrilleur).

**En mars 2023, l'exploitant a réalisé sa première campagne de mesures dans les eaux souterraines à l'aide de 3 piézomètres. Les résultats d'analyses des mesures dans les eaux souterraines et dans les sols ont montré des impacts significatifs. Les actions proposées par l'exploitant, consécutives à la mise en évidence de ces impacts, sont à poursuivre.**

## Thèmes de l'inspection :

- Air
- Sites et sols pollués

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Prévention des Risques technologiques	AP Complémentaire du 18/09/2020, article 7.6.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Surveillance des impacts sur les milieux	AP Complémentaire du 18/09/2020, article 4.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Action corrective l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Accessibilité et contrôle des accès	AP Complémentaire du 18/09/2020, article 2.1.2	observation
3	Clôture du site	AP Complémentaire du 18/09/2020, article 2.1.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la première campagne de mesures en mars 2023, il a été démontré des impacts significatifs dans les eaux souterraines et dans les sols du site. Suite au rapport de l'Inspection du 20 juin 2023, il a été demandé à l'exploitant de proposer des actions correctives de son plan d'action.

En août 2024, un diagnostic des milieux a été réalisé via des sondages de sols. Quatre nouveaux piézomètres ont également été installés venant compléter le réseau existant. Ces investigations ont mis en évidence la présence d'anomalies très significatives en Composés Organo Halogénés Volatils (COHV) dans les sols et les eaux souterraines et plus modérément des anomalies en composés hydrocarburés.

Lors d'une réunion le 3 décembre 2024, l'exploitant a présenté à l'Inspection l'historique et l'état du site et dans un second temps, le prochain plan de conception de travaux : essais pilote du traitement du sous-sol prévu dès janvier 2025. Une visite d'Inspection le 10 décembre 2024 a permis de vérifier que le site d'exploitation est bien sécurisé et fermé.

Une prochaine visite d'Inspection est prévue dès le premier trimestre 2025 lors de la mise en place des essais pilotes permettant d'évaluer le traitement de la pollution.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/09/2020, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 23/05/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 24/08/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>« L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;</li><li>• au moins 1 poteau d'incendie conforme aux normes en vigueur assurant un débit minimum de 60 m<sup>3</sup>/h, pendant une durée d'au moins deux heures, placé à moins de 100 mètres des bâtiments et stockages des déchets. »</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la visite d'Inspection du 10 décembre 2024, l'Inspection a constaté que le poteau d'incendie situé en face du site n'avait pas d'indication de vérification alors que la demande à été faite auprès de l'exploitant en mai 2023.</p> <p>A ce jour, l'Inspection dispose d'une fiche de vie du poteau du 31 mars 2022 qui indique un débit mesuré de 60m<sup>3</sup> à une pression de 1 bar.</p> <p><b>Non conformité :</b> L'Inspection attend de l'exploitant de lui fournir la dernière vérification du poteau incendie se trouvant en face du site. L'exploitant s'assure ainsi de la disponibilité de l'ouvrage et transmet les éléments le justifiant à l'Inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

## N° 2 : Accessibilité et contrôle des accès

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/09/2020, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des accès
<b>Prescription contrôlée :</b> "L'installation doit être disposée de manière à élaborer un sens unique de circulation sur le site. Un portail fermant à clef interdit l'accès du site en dehors des ouvertures. Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement."
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection du 10 décembre 2024, il a été constaté que le portail est clos et limite les accès aux personnes étrangères au site.
Par ailleurs, il a été constaté que les véhicules rentrent sur l'entrée de gauche du site, circulent à double sens de circulation et non pas dans un sens unique tel qu'il est écrit dans l'arrêté préfectoral et dans les plans fournis dans les rapports notamment celui de juin 2024 du bureau d'étude EGEH. <b>Ceci constitue une non-conformité</b> au point un de l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire. Toutefois, il est mentionné dans le chapitre 7 (prévention des risques technologiques) du même arrêté « que les voies et aires de stationnement desservant les postes de chargement et de déchargement doivent être disposées de façon à ce que l'évacuation des véhicules se fasse en marche avant ou que le nombre de manœuvres soit limité. Ces voies ne doivent pas avoir une largeur inférieure à 6 mètres lorsqu'elles sont à double sens de circulation et inférieure à 3 mètres lorsqu'elles sont à sens unique. »

L'Inspection a pris connaissance lors de la réunion du 3 décembre 2024 que l'ensemble du personnel administratif du site a été évacué, ainsi le transit concene essentiellement des véhicules poids lourds. La voie dédiée à ce type de véhicule est en forme « conique » avec une portion d'une largeur plus étroite soit inférieure à 6 m en limite de la voie. Le reste de la voie présente une largeur de 6 mètres. L'accès est dégagé et les camions peuvent aisément se croiser.

**Observation n°1 :** L'Inspection recommande à l'exploitant de veiller à ce que l'entrée de l'accès soit bien dégagée afin que les véhicules (poids lourds) puissent répondre aux règles fixées par ce dernier article.

**Type de suites proposées :** Sans suites

### N° 3 : Clôture du site

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 18/09/2020, article 2.1.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Accés au site

**Prescription contrôlée :** "Le site est entouré d'une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée à l'intérieur du site".

**Constats :** L'Inspection du 10 décembre 2024 a permis de constater que le site est bien clos de manière à interdire l'accès toute entrée non autorisée au site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 4 : Surveillance des impacts sur les milieux

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 18/09/2020, article 4.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, plan d'action

**Prescription contrôlée :**

« Le site dispose d'au moins trois piézomètres afin de réaliser le contrôle de la qualité des eaux souterraines au droit du site.

Les piézomètres sont maintenus en bon état, conformément aux bonnes pratiques et aux normes en vigueur. La localisation des ouvrages est précisée sur un plan. Le plan est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE, ...).

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant.

L'exploitant fait analyser, tous les 5 ans, en période de hautes et basses eaux, les paramètres suivants :

- hauteur de nappe, température conductivité ;
- pH ;
- Hydrocarbures totaux ;
- COHV (composés organohalogénés volatils) ;
- BTEX (Benzène, Toluène, Éthylbenzène et Xylènes) ;
- Métaux : Cadmium, Chrome, Nickel, Cuivre, Plomb, Zinc, Mercure, Arsenic.

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyses un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

**Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines est observée, l'exploitant en informe sans délai le Préfet et l'inspection des installations classées et met en place un plan d'action et de surveillance renforcée. L'exploitant adresse, à une fréquence déterminée par le Préfet, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcée. »**

**Constats :** L'activité de traitement de déchets exercée sur le site est soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 imposant une surveillance des milieux aquatiques et des sols. L'exploitant a transmis le rapport dénommé « reconnaissance de la qualité des sols et des eaux souterraines, réalisé par le bureau d'étude SARPI en juin 2023.

La campagne de mesures a été réalisée le 30 mars 2023 et le 05 avril 2023. Les résultats des analyses dans les eaux souterraines ont mis en évidence un impact en COHV notamment élevé au droit de l'ouvrage PZ2(somme des COHV : 65 mg/l) localisé en latéral hydraulique du site et en aval hydraulique au niveau de PZ3. Les composés principalement retrouvés sont le cis-1,2-dichloroéthène (52 mg/l) et le chlorure de vinyle (11 mg/l).

Ainsi au regard de ces résultats d'analyses, l'exploitant a informé le préfet et l'Inspection des installations classées et propose une surveillance de la nappe afin d'une part, de confirmer le sens d'écoulement de la nappe et, d'autre part, de suivre l'évolution des teneurs mesurées lors de cette première campagne.

**Non-conformité n°2 :** La campagne de confirmation du diagnostic de 2023 a confirmé une pollution dans la nappe. L'exploitant a ainsi proposé dans le rapport établi par EGEH du 25 août 2023 (référence 2023\_462\_D1V1) un plan d'actions et un échéancier. L'exploitant a mis en place 4 ouvrages de suivi complémentaires (1 en amont, 1 au cours du site et 2 en aval).

Toutefois, lors de la réunion du 3 décembre 2024, l'exploitant indique avoir pris du retard pour mettre en place son plan d'action et la surveillance renforcée. Il indique à l'Inspection qu'il n'a pas pu réaliser les essais pilotes de traitement comme convenu mais qu'il les réalisera dès le mois de janvier 2025. L'Inspection demande à l'exploitant de lui faire parvenir le résultat des essais et des actions correctives retenues pour la dépollution du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Actions correctives

**Proposition de délais :** 2 mois